

Pour annihiler leur culture, Pékin et intellectuels ouïghours

Appliquant des concepts antiterroristes extrêmement vagues, le pouvoir chinois réprime depuis des années de façon implacable la population ouïghoure. Et tout particulièrement celles et ceux qui incarnent les différentes facettes de cette culture.

DOSSIER

VÉRONIQUE KIESEL

Depuis cinq longues années, comme des centaines de milliers d'autres Ouïghours, cette professeure d'ethnologie, cet écrivain, ce chanteur pour enfants sont enfermés dans des prisons chinoises, privés de contact avec le monde extérieur, le tout sans qu'aucun acte d'accusation ni de condamnation n'ait été rendu public.

Les évoquer, c'est mettre en lumière cette culture ouïghoure aussi riche que particulière que les autorités chinoises veulent à tout prix « neutraliser ». C'est aussi une façon de continuer à parler de la gigantesque vague de répression chinoise qui s'est abattue sur cette minorité musulmane, que l'ONU qualifie de potentiels « crimes contre l'humanité ». Et ce, alors que la province du Xinjiang a été mise sous cloche par Pékin, qui interdit son accès aux journalistes, chercheurs et restreint celui des délégations étrangères.

Des « centres de formation professionnelle »

Pékin avait d'abord nié avoir enfermé près d'un million de Ouïghours dans de sinistres prisons. Devant l'abondance de preuves fournies par chercheurs et ONG de défense des droits humains, les autorités chinoises avaient reconnu, en octobre 2018, l'existence de « centres de formation professionnelle ».

« Au cours des dernières années », expliquait en décembre 2019 le très officiel *Quotidien du Peuple*, « le Xinjiang a mis en place des centres pour enseigner le mandarin standard, le droit et des compétences professionnelles à des personnes porteuses de pensées extrémistes (...), ce qui a permis à de nombreux stagiaires de trouver un emploi grâce aux compétences professionnelles acquises. Leur liberté personnelle, leurs traditions ethniques et culturelles et leurs droits de l'homme ont été pleinement respectés et protégés ».

Vraiment ? Les intellectuels et artistes n'avaient certainement pas besoin de formation professionnelle. Et leurs droits culturels et humains n'ont visiblement pas été respectés.

« Quels crimes ont-ils commis ? », interroge Abduweli Ayup, linguiste ouïghour réfugié politique en Norvège. « Où sont les preuves ? Ont-ils violé des lois chinoises ? Et ces lois respectent-elles le droit international ? Il est urgent de faire pression sur le gouvernement chinois pour qu'il les libère enfin... »

Rahile Dawut Où est l'ethnologue de stature internationale ?



V.K.

Professeure à l'Université du Xinjiang, titulaire d'une thèse défendue à l'Université normale de Pékin en 1998, l'ethnologue Rahile Dawut, née il y a 57 ans, a été pendant une vingtaine d'années une figure centrale pour toute recherche portant sur la culture traditionnelle ouïghoure. En décembre 2017, elle a, depuis Urumqi, capitale du Xinjiang, envoyé un message à sa fille pour lui dire qu'elle se mettait en route car elle avait été convoquée à une conférence à Pékin. Elle a ensuite disparu des radars...

« C'est une excellente enseignante, très pédagogue et d'un abord agréable : je l'ai eue comme professeure quand j'achevais mon master », se souvient Abduweli Ayup, linguiste ouïghour désormais exilé en Norvège. « Comme elle a été maîtresse de conférence aux Etats-Unis et a participé à de nombreux congrès internationaux, elle a une grande ouverture d'esprit et apprenait à ses étudiants, en Chine, à rédiger des travaux aux normes internationales. Nous sommes nombreux à avoir pu, grâce à ses enseignements, publier nos articles à l'étranger, et parfois, poursuivre une carrière universitaire internationale. »

« Comme elle avait une vraie stature intellectuelle et parlait anglais, la plupart des étrangers qui ont fait des travaux de recherche sur la région ouïghoure dans les années 2000-2010 sont passés par elle », ajoute Vanessa Frangville, professeure à l'ULB et directrice d'EAST, centre de recherche sur l'Asie de l'Est. « Elle a en effet formé toute une génération d'anthropologues, dont plusieurs jeunes femmes actives à l'étranger. »

Elle était parfaitement intégrée dans le système universitaire chinois et était une figure modérée, particulièrement respectée tant à Urumqi qu'à Pékin. Pourquoi a-t-elle été arrêtée ? « Elle étudiait la culture traditionnelle ouïghoure et particulièrement les mazars, ces mausolées anciens qui avaient été érigés jadis pour honorer des rois, des héros ou des figures spirituelles ouïghoures », reprend Abduweli Ayup. « Ces monuments sont une importante source d'informations sur l'histoire ouïghoure. Mais ces études historiques ont déplu au pouvoir chinois, qui veut effacer cette partie de l'histoire et réécrire le passé pour affirmer que la région ouïghoure a toujours fait partie de la Chine. Et que la culture ouïghoure est en réalité la culture chinoise. Mais ces mausolées racontent une histoire différente. Un grand nombre de ces monuments ont d'ailleurs été détruits après son arrestation. »

Depuis décembre 2017, plus personne n'a eu le moindre contact avec Rahile Dawut. On ne sait même pas si elle a été arrêtée, ni sous quel prétexte. « Les intellectuels sont souvent accusés d'être des "double face" : ils tiendraient un certain discours devant l'Etat chinois et diraient le contraire devant les Ouïghours », enchaîne Vanessa Frangville, « et seraient suspectés de terrorisme, de séparatisme. Mais pour elle, on n'a vraiment rien. Il n'y a pas de condamnation officielle la concernant dans la documentation juridique chinoise. On ne sait pas si elle a été condamnée, si elle est dans un camp, en résidence surveillée. On ne sait même pas si elle est encore vivante... »

Depuis décembre 2017, plus personne n'a eu le moindre contact avec Rahile Dawut. On ne sait même pas si elle a été arrêtée, ni sous quel prétexte. © LISA ROSS.

Perhat Tursun L'écrivain 16 ans de prison



V.K.

Même si Perhat Tursun est en prison depuis plus de cinq ans, un de ses livres est sorti récemment aux Etats-Unis : ce premier roman ouïghour, jamais paru en anglais, *The Backstreets*, raconte le malaise de jeunes Ouïghours dans un environnement urbain déshumanisé et oppressant. Car Tursun, qui vénère Kafka, Camus ou Joyce, a toujours eu un côté rebelle : né il y a 54 ans dans un petit village du Xinjiang, il a d'abord refusé d'apprendre le chinois. Jusqu'à ce qu'il obtienne une bourse lui permettant de poursuivre ses études à l'Université Minzu à Pékin, qui forme des étudiants issus de différentes minorités ethniques à devenir fonctionnaires.

Une fois diplômé, il trouve en effet un emploi dans une institution gouvernementale culturelle, et profite de son abondant temps libre pour écrire : ses sujets sont sombres, torturés, très contemporains.

« De nombreux écrivains ouïghours ont rédigé des récits historiques, racontant avec fierté des épisodes de notre histoire », détaille Abduweli Ayup, écrivain et linguiste ouïghour réfugié politique en Norvège. « D'autres ont connu le succès en travaillant en accord avec des responsables chinois. Mais Perhat Tursun a une écriture différente : il arrive à traduire les sentiments de personnages ordinaires. Il raconte de façon poétique ce que c'est d'être confronté à la destruction, de devenir un étranger dans sa propre ville où tout est interdit. »

« Pas de la bonne littérature »

« C'est un auteur très prolifique : il a écrit des nouvelles, des essais, des poèmes, des romans. Nous l'avons inclus dans notre anthologie de littérature ouïghoure traduite en français (*Littérature ouïghoure. Poésie et prose*). Mais c'est aussi une figure controversée qui n'était pas très populaire au sein de la communauté ouïghoure, car moderniste, laïque », précise Vanessa Frangville, professeure à l'ULB. « Il traduit la difficulté d'exprimer son identité à travers des personnages masculins se sentant émasculés, et, tel un Salman Rushdie, a un discours très critique sur les pressions que les religieux ouïghours pouvaient imposer à la communauté... Ses écrits, très négatifs, n'étaient pas considérés comme de la bonne littérature par l'Etat chinois. »

Mais depuis son arrestation, probablement en janvier 2018, et sa condamnation à 16 ans de prison, sa popularité